

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Crise financière

Les racines de la crise

- Economie -

Date de mise en ligne : jeudi 9 octobre 2008

Démocratie & Socialisme

Des centaines de milliards d'euros sont aujourd'hui dépensés par les États, les banques centrales pour tenter de « sauver le système bancaire ».

840 milliards de dollars sont ainsi dilapidés aux Etats-Unis alors que 45 millions d'Américains n'ont pas la moindre assurance maladie. Plus de 30 milliards d'euros surgissent tout d'un coup du chapeau de Sarkozy alors qu'hier, les 9 milliards de déficits de la Sécurité sociale étaient présentés comme un gouffre abyssal.

Les banques, la finance ont ainsi réussi la plus belle prise d'otage jamais réalisée : ou vous rachetez toutes nos « créances pourries » ou c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui risque de s'écrouler comme un château de cartes !

Des centaines de milliards d'euros dans le seul but de renflouer la finance

Sans doute les États doivent-ils céder au racket de la finance pour éviter l'effondrement de l'économie mondiale puisque l'on sait que les premiers touchés seraient, comme en 1929, les salariés, les retraités, les pauvres.

Il est néanmoins possible d'en douter car personne ne sait si les centaines de milliards d'euros ainsi déversés ne le sont pas en pure perte. Personne, en effet, ne sait si les Etats auront suffisamment de ressources pour éponger les dettes des banques : déjà 840 milliards de dollars pour le plan Paulson aux Etats-Unis, 200 milliards de dollars pour le rachat public des deux mastodontes financiers, Fannie et Freddie Mac, 85 milliards de dollars pour le rachat du géant de l'assurance AIG, 100 milliards d'euros pour combler les dettes de la banque allemande HRE en 2009, 65 milliards d'euros pour la nationalisation partielle des huit plus importantes banques britanniques et personne surtout pas les banquiers, ne pourrait affirmer que la liste est close.

Mais ce qui est, de toute façon, inadmissible, c'est les conditions dans lesquelles s'effectuent ces dépenses exorbitantes : elles n'ont qu'un seul objectif renflouer les banques et la finance.

Les dégâts considérables causés par la crise financière aux gens ordinaires, au salariat, ne sont en aucune façon pris en compte. Au contraire. Aux États-Unis, des millions de personnes ont perdu leurs logements, des centaines de milliers ont perdu leur emploi. Et ce n'est qu'un début. En France, Sarkozy annonce qu'il va « approfondir les réformes » c'est-à-dire faire payer la crise à « ceux d'en bas » en s'attaquant de plus belle à leurs emplois, leurs salaires, leurs retraites, leurs assurance-maladie, leurs services publics. Et, ainsi, approfondir encore plus la récession.

Les mesures proposées par le G4, la Commission européenne, Sarkozy pour « réguler » la finance ne sont que poudres aux yeux. Elles avaient déjà été annoncées lors de la crise des « subprimes » en 2007. Le résultat est là, sous nos yeux.

Il faut bien se rendre à l'évidence : seule une nouvelle crise de 1929 ou une mobilisation sans précédent du salariat obligera la classe dominante à reculer et permettra de couper les deux principales racines de ces crises à répétition

et de plus en plus graves : une finance incontrôlée et une répartition des richesses qui permet le gonflement des bulles financières.

Une finance incontrôlée

Ce qui a donné une telle force, un tel pouvoir de nuisance à la finance, c'est la libre circulation des capitaux, l'impossibilité pour les États de contrôler leurs mouvements. Les paradis fiscaux se sont multipliés et servent aujourd'hui de domiciliation à la plupart des « fonds spéculatifs » qui échappent ainsi à toute contrainte réglementaire ou fiscale.

Les « innovations » financières qui ont pris leur essor dans les années 1980, en même temps que la libre circulation des capitaux, ont encore accru ce pouvoir de nuisance de la finance.

La « titrisation » des crédits permet à une banque d'accorder un crédit et de s'en débarrasser aussitôt, après avoir touché sa commission, en cédant le titre de cette créance à un autre établissement qui s'empresse, après avoir perçu sa propre commission, de le céder à un autre... Comment s'étonner, avec de tels instruments, de la crise des « subprimes » ? Les banques ne se souciaient pas de la solvabilité de leurs emprunteurs : elles « titrisaient » leurs créances et s'en débarrassaient sans ce soucier de gangréner ainsi tout le système bancaire.

Les « produits » dérivés sont une autre de ces « innovations » financières. Ils sont censés garantir les spéculateurs contre tous les risques qu'ils prennent et les incitent donc à prendre des risques toujours plus importants. Jusqu'au jour ou tout s'écroule, les produits dérivés plus rapidement que tout le reste.

L'« effet levier » permet de vendre ou d'acheter des titres sur le marché financier en ne possédant, en couverture, qu'une toute petite partie des titres ou des sommes nécessaires au dénouement de l'opération. Le profit est bien sûr multiplié d'autant en cas de gain mais les pertes s'élèvent dans les mêmes proportions dans le cas contraire, précipitant la crise.

Après la crise de 1929, aux Etats-Unis, puis en Europe, les banques avaient été « spécialisées ». Les banques de dépôt qui prêtaient l'argent de leurs déposants, d'un côté. Les banques d'affaires qui prenaient des risques en investissant l'argent de leurs actionnaires, de l'autre. Dans les années 1980 et 1990, les législations qui imposaient ce cloisonnement ont été abolies. De nombreuses banques sont devenues des « banques à tout faire » qui prêtent ainsi, dans des opérations risquées, l'argent de leurs déposants. Beaucoup d'économistes se félicitent aujourd'hui, d'ailleurs, de la vague actuelle de rachat des banques d'affaires par les plus grandes banques de dépôts. Cette vision à court terme présage pourtant des dégâts d'une toute autre ampleur lorsque les énormes sommes déposées dans ces banques seront engagées dans des opérations à risque.

Parallèlement à ces « innovations », la plupart des banques qui avaient été nationalisées en Europe ont été privatisées.

Les conséquences à tirer de ce constat sont assez simples et très loin des discussions du G4, du G7 ou du G8. Il ne s'agit pas de limer de quelques millimètres les dents du tigre mais de le remettre dans sa cage. Il ne s'agit pas de savoir si les banques doivent conserver 5 ou 6 % de leurs créances « titrisées » dans leurs bilans mais d'interdire toute « titrisation ». La même logique devrait présider à l'interdiction des produits dérivés, comme à la limitation extrêmement stricte de l'effet levier (une couverture de 80 ou 90 % devrait être nécessaire pour toute opération à terme de vente ou d'achat de titres).

Tout le monde veut supprimer les « paradis fiscaux », de l'UMP à Ségolène Royal, mais cela sera impossible sans mettre fin à la libre circulation des capitaux soit (au minimum) par l'instauration d'une taxe (du type Tobin) soit par la possibilité pour les États de contrôler de nouveaux les changes et les mouvements de capitaux.

Quant à la propriété des banques, il ne faudrait pas que la vague de nationalisation actuelle ne soit que transitoire dans la perspective de les rendre au secteur privé dès qu'elles redeviendront profitables. Ces nationalisations doivent être durables et les banques doivent devenir un bien public, dotée d'une mission de service public. Si ce n'est pas le cas, elles continueront demain à rechercher, quelque en soit le coût pour la société, des profits aussi exorbitants que ceux qu'elles recherchaient hier. Mettre les banques sous le contrôle de la démocratie est, au total, la seule solution pour qu'elles soient au service de l'économie et non l'inverse.

La répartition des richesses actuelle est à l'origine des bulles financières

Ramener la finance dans sa cage ne serait pas cependant suffisant pour en finir avec les crises financières. Tant que les masses énormes des capitaux qui ne trouvent pas à s'investir rentablement dans la production seront à la recherche de profits spéculatifs, toutes les occasions seront bonnes, tous les moyens seront utilisés pour faire sortir le fauve de sa cage.

Il est donc nécessaire, en même temps qu'à la finance, de s'attaquer à la deuxième racine, la plus fondamentale, des crises financières qui se succèdent depuis 1987 : la répartition des richesses entre les salaires et les profits.

Au cours des dernières années, comme le montrent les statistiques (du FMI, de la Commission européenne, de l'INSEE...), dans tous les pays du monde, la part des profits dans le partage de la valeur ajoutée créée par les entreprises a augmenté de 8 à 9 points au détriment de celle des salaires. La bagatelle de 130 milliards d'euros, en France, en 2008...

Mais ces profits ne sont pas tous investis de façon productive car les occasions d'investissements productifs rentables (aux yeux du capital) ne sont pas suffisantes pour la masses des profits extorquées aux salaires. Tous les profits qui ne sont pas investis dans la production sont donc investis de façon spéculative en bourse ou dans l'immobilier et ce sont ces masses de profits qui sont à l'origine du gonflement des bulles financières ou immobilières.

Depuis plus de 20 ans, la part de la finance augmente au même rythme que diminue la part des salaires. La méthode la plus efficace pour éviter le gonflement de ces bulles est donc assez évidente : il s'agit de couper leur alimentation d'air à la source, en réduisant sévèrement les profits qui cherchent à s'investir dans la spéculation grâce à une autre répartition des salaires et des profits beaucoup plus favorables aux salaires.

Pour autant, vouloir distinguer arbitrairement comme le fait Sarkozy, le « bon capital productif » du « mauvais capital spéculatif » n'a aucun sens dans la réalité concrète, celle du capitalisme contemporain. D'abord parce que la finance est indispensable à ce capitalisme du 3ème âge dans la mesure où elle permet, en développant la demandes des riches, de palier l'insuffisance de la demande salariale. Comment, ensuite, distinguer le capital productif du capital financier quand se multiplient les « licenciements boursiers » ? Comment les distinguer quand, comme le précise Bernard Thibault, c'est pour des raisons strictement financières (augmenter encore la rentabilité de ses capitaux), qu'une entreprise industrielle comme Renault licencie des milliers de salariés ? C'est donc l'ensemble des profits qu'il faut ramener à des proportions beaucoup plus raisonnables.

Avec une répartition des richesses nettement plus favorables au salariat, une autre croissance serait possible. Elle serait beaucoup moins chaotique, puisque basée sur des augmentations régulières de salaires et non sur l'évolution d'indices boursiers en dents de scie, de l'euphorie au krach, lorsque la bulle éclate. Elle serait, également, beaucoup plus légitime que la répartition actuelle qui fait que les privilégiés sont de plus en plus privilégiés et le salariat de plus en plus paupérisé.

Lorsque Sarkozy affirme qu'il faut « approfondir les réformes », il veut faire payer la crise actuelle aux salariés, aux retraités, aux chômeurs. Mais en agissant ainsi, en augmentant encore la part des profits au détriment de celle des salaires, il participe activement au gonflement de la prochaine bulle financière.

A l'inverse, augmenter les salaires directs à commencer par le SMIC à 1 500 euros, faire payer le capital pour le maintien de la retraite à taux plein à 60 ans, pour une assurance-maladie de qualité et une assurance-chômage digne de ce nom, pour la restauration des services publics de qualité, ce n'est pas seulement introduire plus de justice sociale mais c'est, aussi, contribuer efficacement à mettre un terme aux crises financières à répétition.

Jean-Jacques Chavigné, le 8 octobre 2008